

**DECRET N°2014- 174 /PRES/PM/MASSN/  
MEF portant attributions, organisation et  
fonctionnement du Secrétariat permanent  
du Conseil national de lutte contre la pratique  
de l'excision.**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du  
Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2013 -002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du  
Gouvernement ;

**VU** le décret n°2013-104/PRES/PM/SGGCM du 07 mars 2013 portant  
attributions des membres du Gouvernement ;

**VU** le décret n°2013-973/PRES/PM/MASSN du 30 octobre 2013 portant  
organisation du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale ;

**Sur** rapport du Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité nationale ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 05 février 2014 ;

**DECRETE**

**CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1 :** Les attributions, l'organisation et le fonctionnement du  
Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la  
pratique de l'excision, en abrégé SP/CNLPE, sont définis par le  
présent décret.

**Article 2 :** Le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision est l'organe d'exécution du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision.

## **CHAPITRE II – ATTRIBUTIONS**

**Article 3 :** Le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision assure la mise en œuvre et le suivi des décisions du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision. A ce titre, il est chargé :

- de préparer les sessions du CNLPE ;
- d'assurer le secrétariat des sessions du CNLPE ;
- d'exécuter les décisions du CNLPE ;
- de centraliser, de traiter et de diffuser l'information et les approches novatrices en matière de promotion de l'élimination de la pratique de l'excision ;
- d'assurer le leadership sur le plan national en matière de promotion de l'élimination de la pratique de l'excision ;
- de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action des démembrements du CNLPE ;
- de coordonner toutes les actions relatives à l'élimination de la pratique de l'excision ;
- de prévenir la pratique de l'excision sur les femmes et les filles non encore excisées et spécialement sur celles de zéro à quatorze ans ;
- de lutter contre la pratique clandestine de l'excision et toute autre mutation de la pratique de l'excision ;
- de promouvoir l'application effective de la loi réprimant les Mutilations génitales féminines (MGF) ;
- de rendre accessible la prise en charge des séquelles de l'excision aux femmes qui en sont porteuses ;
- de mobiliser des ressources financières pour poursuivre et intensifier l'élimination de la pratique de l'excision ;
- de favoriser une meilleure synergie d'actions entre les acteurs de lutte contre la pratique de l'excision.

**Article 4 :** Le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision est dirigé par un Secrétaire permanent nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'action sociale.

Le Secrétaire permanent a rang de Conseiller technique.

**Article 5 :** Le Secrétaire permanent a la responsabilité de la gestion administrative, financière et technique du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision.

**Article 6 :** Le personnel du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision est composé d'agents mis à sa disposition par le Ministre chargé de l'action sociale.

### **CHAPITRE III - ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**Article 7 :** Le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision comprend :

- le Département des Etudes, de la Planification, du Suivi-évaluation et de la Prospective (DEPSP) ;
- le Département de la Communication et de la Documentation (DCOD) ;
- le Département de la Prévention et de l'Accompagnement des Victimes des Séquelles de l'Excision (DPAVSE) ;
- le Département des Questions Juridiques et des Relations avec les Acteurs (DQJRA) ;
- le département de l'Administration et des Finances (DAF).

**Article 8 :** Les Départements sont dirigés par des chefs de département nommés par Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'action sociale.

Ils ont rang de directeurs de services centraux.

#### **Section I : Le Département des Etudes, de la Planification, du Suivi-évaluation et de la Prospective**

**Article 9 :** Le Département des Etudes, de la Planification, du Suivi-évaluation et de la Prospective (DEPSP) est chargé :

- d'assister le secrétaire permanent dans le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des plans et programmes de lutte contre les MGF ;
- d'élaborer et de consolider les plans et programmes annuels du SP/CNLPE en collaboration avec les autres départements ;

- de consolider le programme et les rapports trimestriels et annuels d'activités des différents départements du SP/CNLPE ;
- de centraliser, de traiter et d'analyser les informations des différents départements indispensables au suivi-évaluation du Plan d'actions national (PAN) ;
- d'assurer, en collaboration avec le DAF, le suivi de la mobilisation des ressources auprès des partenaires techniques et financiers ;
- d'assurer le suivi des indicateurs définis au niveau national et mondial ;
- d'évaluer les interventions du Plan d'actions national ;
- d'élaborer le bilan d'exécution annuel des plans et programmes de lutte contre la pratique de l'excision ;
- de coordonner la conception et la production des outils relatifs à la formation et à l'information sur les MGF ;
- d'apporter un appui technique aux activités relatives à la planification et au suivi-évaluation ;
- d'élaborer les différents rapports d'exécution des activités ;
- de produire annuellement les statistiques relatives aux MGF ;
- de faire des propositions d'amélioration de la mise en œuvre des activités ;
- de constituer une base de données fiables.

## **Section II : Le Département de la Communication et de la Documentation**

**Article 10** : Le Département de la Communication et de la Documentation (DCOD) est chargé :

- d'assurer la visibilité des interventions en matière de lutte contre la pratique de l'excision ;
- d'élaborer le plan de communication du SP/CNLPE et d'assurer sa mise en œuvre ;
- de coordonner toutes les questions de presse et d'information qui intéressent le SP/CNLPE ;
- d'assurer l'animation du site WEB du CNLPE ;
- de produire des supports d'information visuels, audiovisuels et informatiques sur les pratiques traditionnelles néfastes affectant la santé des femmes et des filles ;
- d'élaborer et de diffuser des bulletins relatifs à la promotion des activités du CNLPE ;
- de concevoir de nouveaux outils de communication adaptés au contexte de la problématique de l'excision ;

- d'acquérir et de gérer les documents d'information et de recherche sur la pratique de l'excision et ses pratiques néfastes à la santé de la femme et de la fille.

### **Section III : Le Département de la Prévention et de l'Accompagnement des Victimes des Séquelles de l'Excision**

**Article 11 :** Le Département de la Prévention et de l'Accompagnement des Victimes des Séquelles de l'Excision (DPAVSE) est chargé :

- d'élaborer les thèmes des campagnes de sensibilisation et les modules des programmes d'Information, d'Education et de Communication pour le changement de comportement (IEC/CCC) dans le domaine de la promotion de l'élimination de la pratique de l'excision ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre les activités de plaidoyer ;
- de concevoir les actions et les stratégies d'intervention en fonction des cibles ;
- d'élaborer les programmes de renforcement des compétences des acteurs terrain ;
- d'approuver le contenu des plans et programmes de formation des acteurs ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de prise en charge des victimes des complications et des séquelles de l'excision ;
- de répertorier et d'assurer l'accompagnement des victimes des complications et des séquelles de l'excision.

### **Section IV : Le Département des Questions Juridiques et des Relations avec les Acteurs**

**Article 12 :** Le Département des Questions Juridiques et des Relations avec les Acteurs (DQJRA) est chargé :

- d'assurer la coordination des activités des différents acteurs de la lutte contre la pratique de l'excision ;
- de centraliser les données relatives aux activités des démembrements du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision ;
- de suivre les jugements des coupables d'excision ;
- de faire la promotion des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux Mutilations génitales féminines ;

- de gérer le numéro vert SOS EXCISION ;
- d'assurer le secrétariat des sessions du CNLPE.

### **Section V : Le département de l'Administration et des Finances (DAF).**

**Article 13** : Le département de l'Administration et des Finances est chargé :

- d'élaborer le budget du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision ;
- d'exécuter et de suivre la mise en œuvre du budget du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision ;
- d'exécuter et de suivre les appuis des partenaires du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision ;
- de gérer les stocks, le patrimoine mobilier et immobilier du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision ;
- d'assurer la gestion du personnel et des biens du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision ;
- d'élaborer le rapport d'exécution du budget, et de la gestion du personnel et autres biens du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision.

**Article 14** : L'organisation des départements du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision est définie par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'action sociale et du Ministre chargé des finances.

## **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

**Article 15** : Le fonctionnement du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision est assuré par le budget de l'Etat, les subventions des organismes et des partenaires, les dons et les legs.

**Article 16** : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2011- 117/PRES/PM/MASSN/MEF du 10 mars 2011 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre la pratique de l'excision.

**Article 17 :** Le Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

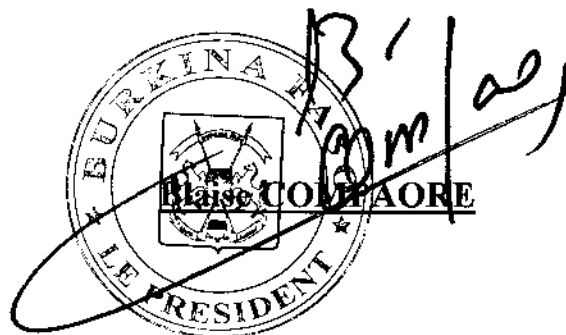
Ouagadougou, le 14 mars 2014

Le Premier Ministre

  
**Beyon Luc Adolphe TIAO**

Le Ministre de l'Economie  
et de Finances

  
**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**



Le Ministre de l'Action Sociale  
et de la Solidarité Nationale

  
**Régma Alain Dominique ZOUBGA**

